

PCF ; Jeudi 28 avril 2022

À la direction de La France insoumise

Copie aux autres formations de gauche et écologistes

Chères et Chers Camarades,

Dans la dernière période, nos formations se sont rencontrées à de nombreuses reprises pour travailler à un accord en vue des élections législatives du mois de juin.

À cette étape pourtant, nous constatons que les discussions piétinent. Aussi, souhaitons-nous, par ce courrier, attirer votre attention sur les problèmes que nous avons à traiter.

Nous le regrettons d'autant plus qu'un large rassemblement nous paraît tout à fait possible, si nous nous en donnons les moyens, afin de faire élire le plus grand nombre de députés de gauche à l'Assemblée nationale et gagner une majorité nous permettant de gouverner ensemble le pays. Le 24 avril, si l'élimination de la représentante de l'extrême droite a évité le pire au peuple de France, le meilleur reste à construire.

Emmanuel Macron reconduit à l'Élysée, c'est une nouvelle vague de violences néolibérale et d'injustices sociales et climatiques qui menace notre peuple, symbolisée par le passage à 65 ans de l'âge du départ à la retraite.

Le risque est grand, si une alternative crédible de progrès et de justice sociale ne voit pas le jour, qu'aux élections législatives de juin prochain, une fois encore, le Rassemblement national et ses cousins du parti de Zemmour parviennent à détourner la légitime colère des Françaises et des Français, dans plusieurs dizaines de circonscriptions.

Cette perspective n'a rien d'inéluctable.

La politique de Monsieur Macron est minoritaire dans le pays, et Madame Le Pen a été clairement battue au second tour de la présidentielle.

Notre peuple, le monde du travail, la jeunesse ont besoin d'espoir.

Ils attendent que l'on réponde enfin aux défis de la création d'emplois stables, de l'augmentation des salaires et des pensions, du développement des services publics, de la lutte contre la dictature de la finance, du dérèglement climatique et de la transition écologique, de la refondation démocratique et sociale de la République afin que citoyens et salariés disposent de nouveaux pouvoirs.

Pour répondre à ces attentes, la gauche doit se rassembler et faire de sa diversité une force. Il lui faut avoir pour objectif de refléter et respecter la réalité des opinions de nos concitoyennes et concitoyens qui se sont prononcés en faveur d'un changement progressiste.

Nous avons des différences. Elles ont d'ailleurs constitué une richesse dans l'activité de nos groupes parlementaires respectifs, chacune permettant de résister à la politique du pouvoir et à arracher des avancées pour notre peuple. Les communistes insistent ainsi particulièrement sur les moyens financiers permettant d'atteindre nos objectifs, ainsi que sur les pouvoirs décisionnels dont doivent disposer citoyens et salariés. N'en faisons pas un obstacle, mais faisons-les plutôt vivre comme une richesse. C'est notre volonté.

L'ensemble des forces de gauche a, au total, recueilli plus de 32% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Il est possible à la gauche réunie de battre si- multanément la droite dont Emmanuel Macron a dorénavant pris la tête, et l'extrême droite qu'incarne Madame Le Pen. Celle-ci va tenter de faire élire de très nombreux députés dans la prochaine Assemblée nationale, et y conquérir une majorité de sièges.

Des millions et des millions de nos concitoyennes et concitoyens attendent que la gauche porte désormais l'ambition de cette nouvelle majorité et de ce nouveau gouvernement, pleinement représentatifs de toutes ses composantes et riches de leurs apports respectifs, Jean-Luc Mélenchon en tant que représentant de la formation sortie en tête de la gauche le 10 avril pouvant en prendre la direction.

Nous n'avons pas le droit de décevoir cette espérance. Nous avons, au contraire, la responsabilité de répondre ensemble aux attentes populaires, afin d'entraîner une nouvelle dynamique majoritaire dans le pays.

Le temps presse donc et il nous faut conclure pour partir en campagne afin de remobiliser le peuple de gauche.

C'est la raison pour laquelle nous pensons indispensable de changer de braquet. En clair, d'aller vers une véritable union respectueuse de chacun, d'entendre réellement les propositions que nous avons pour notre part formulées, ainsi que celles qu'ont avancées d'autres formations.

Pour aboutir au plus large rassemblement, il nous appartient en commun de travailler à la construction d'un front, d'un pacte, d'une coalition (peu importe le nom) de toute la gauche, sur la base du pluralisme auquel toutes les organisations concernées affirment être attachées.

Face aux enjeux particulièrement graves que nous avons à affronter, il ne peut en effet s'agir du seul ralliement à votre programme, votre logo, ou votre candidat à la présidentielle.

Nous avons déjà eu l'occasion de vous le dire et Fabien Roussel l'a dit publiquement à de très nombreuses reprises, pour enclencher une véritable dynamique de conquêtes et de victoire, le pacte, la coalition indispensable, doit s'établir sur un document programmatique présentant au pays ce que sera l'action de la nouvelle majorité politique tout au long de la mandature. Ce document, s'il doit évidemment prendre en compte les propositions de La France insoumise à laquelle les électeurs ont donné une responsabilité première à gauche, se devra d'intégrer les apports des autres tendances de l'accord, dont ceux de « La France des Jours heureux », défendus par Fabien Roussel tout au long de la campagne présidentielle.

Tel est le sens de la proposition de contrat de législature que nous vous avons soumis et de la centaine de mesures qu'il comprenait, qui visaient à donner à notre peuple une vision concrète de ce qui pourrait changer immédiatement dans la vie quotidienne avec l'arrivée d'une nouvelle majorité politique et d'un gouvernement qui en serait issu.

Travailler en ce sens peut permettre d'associer au nouvel élan progressiste indispensable les 11 millions de nos compatriotes qui ont voté à gauche le 10 avril, c'est-à-dire les 7,6 millions d'électeurs et électrices qui ont choisi le bulletin de Jean-Luc Mélenchon bien sûr, mais également les 3,5 millions qui ont choisi une autre candidature de gauche. Plus encore, l'objectif doit être de remobiliser les 13 millions d'hommes et de femmes qui se sont abstenus ou ont voté blanc et nul. Le choix de nos candidates et candidats dans l'ensemble des départements de l'Hexagone doit répondre au même objectif, afin d'assurer la visibilité du pluralisme de la gauche, et de représenter pleinement la démocratie de proximité contre la logique présidentialiste qu'encouragent les institutions de la Ve République. Nos compatriotes s'y montrent particulièrement attachés lorsqu'ils choisissent, chaque fois qu'ils le peuvent, des personnalités dont ils connaissent les engagements de terrain. De plus, des forces citoyennes, n'ayant pas nécessairement de présence nationale, sont également à inclure dans notre rassemblement pour arracher la victoire qui permettra d'arrêter les projets de Monsieur Macron.

En ce sens, nous avons proposé de nous attacher ensemble à la reconduction des députés sortants de toute la gauche engagés dans le combat contre la politique d'Emmanuel Macron. Nous vous avons également soumis une première liste d'hommes et de femmes qui, par leur influence dans les combats emblématiques des territoires, nous paraissent les mieux à même de conduire une bataille de conquête. Celle-ci va nécessiter des efforts considérables, puisque ce sont 289 circonscriptions au moins, qu'il nous faut faire basculer pour disposer d'une majorité au Palais Bourbon, et donc davantage encore dans toutes celles où notre rassemblement peut et doit se qualifier au second tour. Des rencontres unitaires et citoyennes ont d'ailleurs commencé à se tenir dans de nombreux départements pour construire un élan conquérant dans de nombreuses circonscriptions. C'est une bonne chose.

Au final, l'objectif doit être de donner à chaque force la représentation nationale qui permettra à tous de disposer d'un groupe dans la prochaine Assemblée, et de former sur cette base un intergroupe permettant à nos parlementaires de coordonner leurs actions.

Tel est, à notre sens, la seule manière de relever le défi institutionnel qui contraint les candidats à franchir la barre des 12,5% des inscrits pour accéder au second tour dans une circonscription, de battre l'extrême droite dans les très nombreuses circonscriptions qu'elle pourrait remporter si la gauche allait à la bataille divisée, d'empêcher dans le même mouvement le pouvoir macroniste

d'arracher, une nouvelle fois, une majorité parlementaire entièrement soumise au président de la République au lieu de représenter le peuple.

Tout cela, encore une fois, nécessite de mobiliser de nouveau et de rassembler les électrices et électeurs qui se sont prononcés en faveur de chacune de nos formations au premier tour de la présidentielle.

Pour prolonger les discussions que nos organisations ont eues jusqu'alors dans une configuration bilatérale, nous pensons indispensable que se tienne, dans les toutes prochaines heures, une rencontre plénière entre toutes les formations de gauche disposées à travailler à la constitution d'un tel cadre d'union.

Se mettre ensemble autour de la même table est encore la meilleure manière de construire du commun.

Il y a maintenant urgence à aboutir pour répondre aux aspirations du pays.

En l'attente de votre réponse,

Soyez assurés, Chères et Chers Camarades, de nos fraternelles salutations.

Le comité exécutif national du PCF